



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :
Patricia MIRALLES

Solidarités - Épidémie de Covid-19 - Don de masques inclusifs à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes - Convention de partenariat - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, Montpellier Méditerranée Métropole reste entièrement mobilisée et met en œuvre les mesures nécessaires pour que la solidarité continue de protéger ses concitoyens les plus vulnérables dans leur quotidien (vie sociale, emploi, insertion professionnelle...).

Parmi ces mesures, et pour conforter une initiative locale, la Métropole souhaite effectuer à titre gracieux une distribution de masques inclusifs, à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes résidant sur son territoire. A la différence du masque alternatif classique, le masque inclusif a été pensé afin de soutenir la compréhension orale des personnes qui s'appuient sur la lecture labiale. Il permet de mieux voir l'expression du visage du porteur, élément très important dans les relations humaines et sociales et rend possible l'identification du porteur. Commercialisé par APF Entreprises-France handicap, c'est le seul masque à fenêtre transparente de catégorie 1, avec agrément DGA (Direction Générale de l'Armement), fabriqué en France.

En conséquence, cette action sous forme de don constitue une subvention en nature valorisable pour chacune des associations ou structures bénéficiaires, à raison de 8,44 € TTC par masque distribué (1 masque par personne). Au vu des 1 000 membres ou adhérents recensés, cela représente une dépense totale de 8 440 € TTC pour la Métropole.

Le tableau ci-après détaille et chiffre la répartition des dons par association ou structure.

Associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes	Membres habitant Montpellier	Membres habitant la Métropole	Nombre total de bénéficiaires	Valeur du don (pour un coût unitaire de 8€44 TTC le masque inclusif lavable 20 fois)
Frédéric PEYSON	40	10	50	422,00 €
SURDI 34	90	110	200	1 688,00 €
OUÏE DIRE	13	0	13	109,72 €
Singulier Pluriel-	9	1	10	84,40 €
CSSM-Club Sportif des Sourds de Montpellier	60	90	150	1 266,00 €
AGSMR-Association Générale des Sourds de Montpellier et sa Région	60	40	100	844,00 €
Union des Sourds Montpellier Occitanie	14	45	59	497,96 €
ARIEDA-Association Régionale pour l'Intégration et l'Éducation des Déficiants Auditifs	125	125	250	2 110,00 €
DES'L	10	0	10	84,40 €
Visuel LSF-	70	38	108	911,52 €
CESDA-Centre d'Education Spécialisé pour jeunes Déficiants Auditifs	17	33	50	422,00 €
TOTAUX	508	492	1 000	8 440,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le don de masques inclusifs à des associations ou structures de personnes sourdes ou malentendantes, conformément à la répartition détaillée dans le tableau ci-dessus ;
- de préciser que cette action représente un coût global de 8 440 € TTC pour la Métropole, et constitue une subvention en nature valorisable au prorata du nombre de masques reçus, pour chacune des associations ou structures bénéficiaires, dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat ;
- d'approuver les termes de la convention-type de partenariat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Emilie CABELLO.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type partenariat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.